QUATRIÈME ANNÉE, N° 20 — DIX CENTIMES — DU 10 AU 16 SEPTEMBRE 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

AVIS

Nos lecteurs qui ne trouveraient pas le journal chez leur dépositaire habituel, la semaine prochaine, sont prévenus que l'envoi lui aura été supprimé faute de paiement.

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

VI

Mouvement ouvrier et chartisme (1832-1848).

Pas plus que de la condition misérable du peuple anglais au commencement de ce siècle, la génération actuelle ne peut se faire une idée du despotisme qui régna, dans tous les pays européens, pendant la Restauration. Epuisée par les guerres de la Révolution et surtout de l'Empire, la France était livrée aux jésuites par la réaction. L'Italie, démembrée par le Congrès de Vienne, agonisait sous l'oppression autrichienne. En Allemagne, comme en Espagne, la moindre manifestation de la vie intellectuelle était poursuivie et réprimée... C'était l'époque de la « Sainte-Alliance » odieuse des despotes et de l'obscurantisme contre la science, contre le peuple.

L'Angleterre, il est vrai, n'adhéra pas à l'abominable ligue imaginée par Metternich. Mais l'esprit de réaction n'y domina pas moins. Le peuple, l'ouvrier anglais, malgré la grande charte, arrachée au despotisme du moyen âge, ne possédait pas encore, en fait, les droits du citoyen : il ne pouvait publier aucun journal sans payer 40 centimes de timbre par exemplaire; il ne pouvait pas non plus discuter les conditions de sa vie d'esclave industriel sans risquer d'être déporté en Australie.

D'après la constitution, le marché du travail était libre, mais s'il arrivait que les ouvriers se concertassent entre eux, soit pour la diminution des heures de travail, soit pour l'augmentation du salaire, ils étaient condamnés comme *conspirateurs*. Tout ouvrier accusé d'avoir pris l'initiative d'une entente quelconque était passible, d'après l'infâme « Conspiracy Act », des travaux forcés et de la déportation. Oui, on les condamnait, on les déportait pour une simple tentative d'organisation, qu'il s'agît d'une société ou d'une grève, si modeste fût-elle. Tandis qu'à Sheffield on condamnait à dix ans de travaux forcés l'ouvrier Drury et ses camarades, cinq fileurs de Glasgow encouraient chacun sept années de la même peine. En 1834, des ouvriers (laboureurs) de Dorchester étaient punis par la déportation en Australie.

Cette dernière condamnation souleva l'indignation des hommes indépendants, dans toutes les classes de la société. Une pétition en faveur des ouvriers frappés circula dans le pays, et en peu de temps on recueillit 266.000 signatures. Le 21 mars 1834, une *première* manifestation était organisée à Londres par les corps de métiers. On comptait jusqu'à 400.000 manifestants. Une procession de 50.000 hommes se dirigea vers le ministère. Là, une députation, conduite par R. Owen, remit la pétition à lord Melbourne. La grande masse des manifestants se composait simplement de mécontents. Il y avait, entre autres, des partisans de la réforme électorale et de l'abolition de l'impôt sur le pain, de la liberté de la presse, du droit d'association, de l'instruction obligatoire, etc. C'étaient ceux qui devaient former plus tard l'armée du chartisme.

Mais l'âme du mouvement c'était, selon le témoignage des journaux de l'époque, le socialisme owéniste. Les idées communistes, *athéistes* et sécularistes en général, l'émancipation de la femme et la négation du mariage légal, qui choquèrent tant la bourgeoisie et le clergé, *avaient, en effet, acquis une telle influence sur la classe ouvrière* que, selon la *Westminster Review* (1839), ces principes constituaient le vrai credo d'un grand parti parmi eux (1). Cette constatation de la savante revue nous explique le fait, relaté par le *Times*, que deux délégués owénistes, en un seul meeting, à Hull, reçurent plus de mille adhésions nouvelles (2). Pour nous, qui connaissons à présent l'activité des owénistes dans tous les mouvements populaires depuis le commencement de ce siècle, soit en vue de la législation ouvrière, soit en vue de l'instruction démocratique et intégrale, mais surtout dans la propagande du vrai socialisme et des idées d'émancipation... pour nous, dis-je, il n'y a rien d'étonnant à ce que les ouvriers aient eu tant de confiance dans les socialistes de l'époque en général et dans R. Owen en particulier.

Il suffit d'un court aperçu sur les différentes organisations ouvrières de 1832 à 1876, pour comprendre quel service rendirent à l'humanité les socialistes owénistes. En véritables agitateurs, ils se mêlèrent à tous les mouvements populaires. En cela ils se distinguaient des socialistes français de l'école de Saint-Simon et de celle de Fourier. Ces derniers publiaient des recherches théoriques — très humanitaires, comme nous verrons. Les socialistes anglais, au contraire, tout en prêchant que la délivrance de la classe ouvrière sera due seulement à l'abolition de la propriété privée, de l'exploitation de l'homme par *l'homme* et *par la société*, à l'émancipation complète de la conscience humaine, délivrée de tous les préjugés religieux, éthiques et sociaux; tout en affirmant que la justice sociale sera réalisée seulement quand le producteur deviendra le maître absolu de son produit, y compris la surplus-value (1); tout en concevant avec une clarté admirable l'idéal et les formules socialistes, les socialistes anglais, je le répète, étaient les vrais promoteurs et se faisaient les interprètes des réclamations partielles du peuple.

(*A suivre.*) W. TCHERKESOFF.

(1) Voir les numéros précédents depuis le n° 11.

(1) T. Kirkufs, *A History of Socialism*, London, 1892, page 64.

(2) S. Webb, *History of Trade-unionism*, London, 1893. Voir en général les pages 116 à 121.

(1) J. Hopkins, A. Combe, W. Thompson, *Poor Man's Guardian*, *New Moral World* de R. Owen, et tant d'autres publications.

UNE « MALONADE »

DE MONSIEUR EUGÈNE FOURNIÈRE

Depuis le *suicide* (?) du colonel Henry, c'est à qui se défilera, parmi les votards qui récemment acclamèrent l'affichage du « magnifique » discours de Cavaignac, le complice avéré du susdit colonel, contraint enfin d'avouer ses canailleries dans l'affaire Dreyfus, désormais classée au premier rang des « Causes célèbres ».

On sait assez la triste attitude prise lors de ce vote par le parti socialiste parlementaire tout entier et sans *aucune* exception, attitude au moins aussi stupide que honteuse.

Millerand, l'un des chefs les plus connus de ce parti, vient de « retourner sa veste » à ce propos. Camille Pelletan, le compère d'Humbert dans l'*Eclair*, a emboîté le pas à Millerand et le reste du chapelet suivra bientôt, sans aucun doute.

Parmi ces pleutres pourtant il en est un plus pleutre encore, qui prétend avec une rare impudence n'être point compris dans la troupe et que, je ne sais trop pourquoi, le citoyen G. Clémenceau a ces derniers jours — dans l'*Aurore* — tenté de repêcher, tout comme autrefois il essaya de repêcher le fameux baron Reinach, la cheville ouvrière de la honteuse aventure du *Panama*. Nous voulons parler du député de *Guise*, l'élu des serfs du *familistère* de Godin-Lemaire, le sieur Eugène Fournière.

Ce brave député, en effet, en digne disciple de son « vénéré et regretté maître Malon », s'est avisé de reprendre pour son compte le truc dont usa Malon, à plusieurs reprises, sous le siège de Paris et sous la Commune, et qui consiste à renier ou à revendiquer tour à tour sa participation à

un acte politique et collectif quelconque, suivant les risques à courir ou le profit à en tirer.

Eh bien ! non, cher Monsieur Fournière, on ne vous laissera pas jouer tranquillement cette *malonade* au bénéfice d'une nouvelle élection que vous fait pressentir assez prochaine peut-être votre flair de politicien.

Vous avez été non moins pleutre que vos collègues à la Chambre, et pleutre vous demeurerez aux yeux des gens qui garderont le souvenir des ignominies de toutes sortes par quoi se caractérise l abominable période que nous venons de traverser, et cela malgré tous les Clémenceau du monde.

Et maintenant, pour terminer, qu'on me permette à ce propos d'ajouter quelques mots encore.

L'affaire Dreyfus va enfin rentrer dans l'ordre des choses dites légales et nous allons aussi pouvoir reprendre nos préoccupations autrement supérieures ayant trait à ce qui nous intéresse par-dessus tout: la Révolution sociale.

Eh bien! n'oublions pas que la plupart de ceux avec qui nous avons consenti à faire campagne, soucieux que nous étions surtout de nous opposer aux insolentes prétentions des porteurs de sabre à nous mener à la hussarde, n'oublions pas, dis-je, que la plupart de ces gens, les Trarieux, les Ranc, les Yves Guyot, les Reinach et bien d'autres encore moins en évidence, qui bientôt tenteront de se faire un marchepied de l'affaire Dreyfus pour escalader de nouveau le Pouvoir, sont les adversaires implacables de nos revendications sociales qu'ils noieront dans le sang des travailleurs comme ils le firent déjà maintes fois, malgré leurs prétentions au titre de « Défenseurs des Droits de l'Homme et du Citoyen », droits sans cesse invoqués et toujours indignement foulés aux pieds, par eux, à chaque fois que l'occasion s'en présente.

G. Lefrançais.

LE POINT DE VUE ANARCHISTE

Et mon frère Jacques?

Quand on apprit, l'autre jour, les aveux du colonel Henry, il y eut grand émoi. Les uns songeaient au retour de Dreyfus, certains à Cavaignac, d'autres à Picquart. Moi, j'ai pensé à mon frère Jacques et je suis allé l'attendre à la porte de l'usine. Comme d'habitude, Jacques était bien las. Nous sommes revenus ensemble et, tandis qu'il mangeait sa soupe, nous avons causé.

« Tu sais, lui ai-je dit, c'est Zola qui avait raison ! »

Mais il n'eut pas l'air de comprendre, avec un geste comme pour dire : Je fais si peu de politique. Je vis qu'il fallait recommencer toute l'histoire et je repris :

« Tu connais bien les gens de l'Etat-major, ces officiers d'élite qu'on te représente comme les plus intelligents, les plus instruits, les plus laborieux, les plus dévoués. On te dit qu'ils ont assumé, avec une abnégation sublime, le souci de ta défense et qu'ils pâlissent toute la journée sur des cartes et qu'ils se cassent la tête aux problèmes de stratégie. Pour les récompenser de ce dévouement et aussi pour les désigner à ton respect, on les a chamarrés plus que les autres. Eh bien, il faut en rabattre. Ces gens-là sont les pires gredins, les plus infâmes des canailles. Depuis quelque temps on s'en doutait. La chose est sûre aujourd'hui. L'un d'entre eux a tout avoué Il est. à cette heure, sous les verrous, et la bande tout entière serait au bagne, si le bagne était fait pour les bandits de la haute.

« Cela remonte déjà loin. Il y a quatre ans, environ, ces beaux messieurs se prirent, contre un des leurs, d'une de ces haines dont seuls ont le secret les gens de guerre et les gens d'église. Leur camarade était juif. On dit que cela suffit et qu'ils n'avaient pas contre lui d'autre grief. Quoi qu'il en soit, servis à point par le hasard, ils réussirent à le faire condamner pour crime de trahison. Mais l'homme n'était pas mort tout de même et on voulait le perdre sans retour. Il fallait donc, en cas de recherches possibles, établir d'une façon vraisemblable sa culpabilité. Il fallait aussi imposer silence aux soupçons, car des soupçons commençaient à naître. Alors ils s'unirent tous dans la basse entreprise. Falsifications de pièces, faux do siers, fausses lettres, faux télégrammes, faux témoignages, calomnies, chantage, menace, ils n'ont reculé devant rien le jour où ils se sont sentis menacés dans leur prestige, c'est-à-dire dans leur paresse et dans leur grosse solde. Il me faudrait la nuit entière pour t'expliquer les intrigues que ces malandrins tissèrent autour de leur victime comme l'araignée tisse sa toile autour de la mouche.

« Tu vois qu'il n'est guère question de ta défense en tout cela et que si, par hasard, tu avais besoin d'être défendu, les officiers d'état-major seraient trop occupés ailleurs pour y songer.

« Te défendre ! pauvre frère, mais ils en seraient bien en peine. Pour les trois quarts ce sont des officiers d'antichambre, ignorants et imbéciles. Ecoute plutôt. Le grand faussaire de la bande, celui qu'on vient d'arrêter et qui passait ses journées à coller des petits bouts de papier et à imiter les écritures, celui-là, paraît-il, ne savait pas un mot d'allemand. Or, ce monsieur était le *chef du service des renseignements*. Comment crois-tu que devaient être pris ses renseignements sur l'Allemagne?

« Je te conseillerai donc, si tu pars à la guerre, quelque jour, de ne pas laisser ces braves gens sur tes derrières.

« Mais qui songe à t'attaquer? Crois-tu que c'est ton frère d'Allemagne, le pauvre Conrad, qui voudrait te faire du mal? Il a bien assez à faire chez lui. Ne vois-tu pas que la guerre c'est un moyen pour les bureaucrates galonnés de mieux t'asservir, de mieux t'exploiter, une enseigne pour cacher leurs saletés et leurs infamies? Laisse donc les états-majors se battre entre eux.

« Te défendre ! Ah ! que tu es naïf, et comme on se moque de toi !

« En attendant, voilà le joli monde devant qui tu te découvres et que tu acclames à l'occasion et que tu admires.

« Vois-tu, Jacques, en apprenant ces choses, j'ai eu honte pour toi. J'ai pensé que tu ne devais pas t'humilier davantage devant cette clique. Voilà pourquoi je suis venu te trouver ce soir et te raconter toute l'affaire.

« Oui. l'occasion est bonne pour te le dire, voilà trop longtemps que tu t'abaisses devant un tas de gens qui ne te valent pas.

« Toi, dont les mains sont pures et n'ont jamais touché qu'aux outils des labeurs honnêtes tu ne dois pas trembler devant des faussaires. Toi, dont les yeux limpides racontent la franchise et la droiture de ta vie, mon Jacques, tu ne dois pas permettre que des gens de mœurs équivoques te fassent la loi et te tiennent sous leur talon.

« Tu ne leur demandes jamais des comptes, le premier, aux aventuriers qui prétendent te conduire et t'en imposer. Tu es bien trop confiant et trop généreux pour ça, et voilà justement ce qui te perd. Mais quand il leur arrive de se démasquer et de te montrer leur vilenie, profites-en donc pour les regarder en face. Vois comme elles sont faites tes idoles, quand elles se déshabillent. Regarde-les ceux qui te méprisent. Ils ne sont pas dignes seulement de délier les cordons de tes souliers. Prends donc conscience de ce que tu vaux à côté de ces aigrefins. Et dans cette conscience puise, une bonne fois, le courage de t'affranchir.

« Te voilà fixé maintenant, et bien fixé, j'espère, sur l'honneur des gens d'Etat-major et de toute la clique à panache. Eh bien, je te le dis, Jacques, si après cela tu continuais à supporter leur insolence, si tu ne les chassais pas loin de toi, si tu ne leur interdisais pas de se mêler de tes affaires, tu serais toi-même un grand coupable et tu tomberais dans une honte d'où il n'y aurait plus moyen de te tirer..... »

Jacques avait sommeil. Il se lève de si grand matin, mon pauvre frère..... Je lui ai serré la main et je suis parti. Je suis parti sans savoir ce qu'il avait résolu.....

Charles Albert.

MORALE ET PROPAGANDE

Les *Temps Nouveaux* font paraître la *Morale anarchiste*, de Kropotkine; d'autre part, le groupe des E. S. R. I. publie la traduction d'une brochure de Lavroff: *Le Rôle et les formes de la propagande socialiste*. Ces deux brochures, écrites assurément sans aucune pensée de collaboration, dont le sujet diffère profondément, auront pourtant ceci de commun que par certains côtés elles se complètent l'une l'autre; mais surtout elles vont sans doute provoquer les mêmes colères. Kropotkine et les E. S. R. I. vont, sinon peut-être dans les feuilles libertaires, au moins dans les groupes, se faire traiter de moralistes. Ce serait assurément la suprême injure, s'il n'y avait encore celle de métaphysiciens.

Mon dessein n'est point de rendre compte des deux brochures, elles sont assez courtes pour que tous les camarades puissent les lire intégralement. Tous trouveront dans celle de Kropotkine la mise au point d'un certain nombre d'idées parfois difficiles à classer et à exprimer; est-il téméraire de penser que pour quelques compagnons cette affirmation d'une morale anarchiste sera une chose toute nouvelle? Combien de jeunes camarades pris d'un zèle enthousiaste, très louable, pour des idées qui leur ont été découvertes récemment, croient qu'il est absolument indispensable de jeter tout par-dessus bord? Pour eux, un préjugé est simplement une chose anciennement admise, par conséquent mauvaise, alors qu'un *préjugé* ne devrait être qu'une idée admise sans critique. C était le cas des anarchistes russes entrés dans le mouvement entre 1860 et 1870, et dont Kropotkine parle au commencement de sa brochure; ils avaient constaté l'inanité de la morale imposée par le prêtre, le gouvernement et la famille et ils se disaient: « Je serai immoral ! » Ils avaient mal approfondi le sens du mot « morale », qui signifie uniquement: ensemble d'habitudes, de mœurs. Tout homme a donc une morale, même quand il s'efforce d'être immoral. « Mais, vont me répondre certains camarades, vas-tu nous dire qu'il y a une morale *bonne* et une morale *mauvaise* ? Les actes ne sont-ils pas indifférents?» Bien volontiers, je discuterais ce point; mais il faudrait recommencer la brochure de Kropotkine; mieux vaut pour nous tous la lire, ou la relire.

Cette brochure pourrait avoir ainsi le bon résultat de retenir parmi nous quelques camarades actuels, sortis de la bourgeoisie et que la bourgeoisie s'apprête à reprendre par l'appât d'une haute fonction, d'un riche mariage.

Car certains pères de famille intelligents ne voient pas d'un très mauvais œil l'entrée de leur progéniture dans le mouvement socialiste, à condition que le séjour soit limité aux années d'études; c'est une façon de jeter sa gourme à Paris, d'éviter aux honnêtes gens de province le spectacle scandaleux des frasques juvéniles; quelques-uns font de l'anarchie comme d'autres font leur droit. Le malheur, — pour la bourgeoisie, — c'est que tous ne parviennent pas à se désengluer de leurs mauvaises fréquentations; mais je crois que nous n'en garderions pas un

s'il était admis parmi nous que tous les actes sont indifférents : est-ce que le bourgeois riche, instruit, fort de toutes les forces que la société actuelle met à son service, n'est pas *libre* d'une liberté absolue, libre d'exploiter ceux qui voudront bien se laisser faire ? Si son *autonomie* lui conseille un jour de déserter nos rangs, au nom de quoi pourrons-nous le blâmer ?

Car, ne l'oublions pas, nous sommes encore obligés de vivre dans une société capitaliste, et si la morale anarchiste doit avoir une valeur en régime anarchiste, elle en a une bien plus grande encore à l'heure actuelle, alors que nous sommes dans un état de lutte continuel, c'est-à-dire dans un état anormal. Et c'est par ce côté que la brochure des E. S. R. I. complète dans une certaine mesure celle de Kropotkine. *Le Rôle et les formes de la propagande socialiste* contient trois parties : Lavroff examine successivement les conditions de la propagande par la parole, par le fait et par l'exemple. Je ne parlerai pas des deux premières formes, parce qu'elles seront, je crois, examinées par tous les camarades à peu près sous le même angle. C'est la dernière partie, l'affirmation que le *propagandiste socialiste* doit garder dans ses actes une conduite *socialiste*, qui soulèvera les critiques les plus acerbes. « Comment ! va-t-on s'écrier, un anarchiste ne va plus être libre de se conduire comme il l'entend ? Il devra veiller à être bien sage, à rentrer tous les soirs avant la fermeture du gaz, à ne jamais se griser ? Devons-nous être les ascètes d'un nouveau christianisme ? » Tels sont les griefs invoqués ; ils sont puérils et c'est faire tort à un esprit comme Lavroff de croire qu'il n'a pas voulu viser des cas plus importants que le fait de se griser. Cette invocation d'un droit à une certaine débauche, au vice aimable, n'est qu'un prétexte, et parmi les exemples de manquements graves à la *tenue* socialiste que Lavroff aurait pu citer, j'en veux prendre deux : il y a eu des anarchistes (il y en a peut-être encore) qui avaient décidé de ne plus travailler parce qu'ils n'acceptaient pas l'exploitation du salariat ; ils avaient également décidé de continuer à vivre et, trop lâches pour voler, ils se faisaient entretenir par des femmes ou passaient de mansarde en mansarde, de groupe en groupe, *tapant* les camarades qui, leur journée faite, trouvaient encore quelques instants à consacrer à l'Idée. Sont-ce là des anarchistes ? Peut-être ; mais de vrais camarades, non. Que dire aussi de ces autres, bons révolutionnaires à leur propre sens, qui, sous prétexte que les temps sont durs, le travail impossible, acceptent des besognes inavouables ?

On pourrait multiplier les exemples que Lavroff n'a pas donnés, parce que, dans une brochure définitive, il faudrait peut-être dresser une liste très complète, parce qu'aussi il y a des cas douteux, des cas limites, où chacun est le meilleur juge de ce qu'il faut faire ou ne pas faire, suivant les circonstances. Il me semble, dans tous les cas, qu'il y a une sorte de criterium : c'est d'examiner si un acte ou un ensemble d'actes peut être nuisible à la propagande de l'Idée. Mais cet examen, il faut le faire honnêtement, loyalement et se méfier de la tendance que nous avons à colorer de prétextes louables les pires de nos actes, et de l'ingéniosité spéciale, du vrai talent de casuiste que nous déployons toujours à cet effet.

L. MARCHAND.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

L'AFFAIRE DREYFUS. — Les incidents se multiplient et les fantoches galonnés et chamarrés qui, depuis plus d'un quart de siècle, avaient accaparé le respect passif de la population, dégringolent comme des capucins de cartes. C'est d'abord le colonel, chef du bureau des renseignements, qui, convaincu de faux, ou sacrifié à des complices haut placés, est arrêté et se suicide. Puis, c'est le chef de l'état-major lui-même, si hautain, si insolemment menaçant, il y a quelques mois, qui s'en va piteusement, déposant ses aiguillettes. Ensuite, le ministre de la guerre lui-même, grand prêtre du Dieu des armées, déserte le temple en claquant la porte de la sacristie. Entre temps, les sous-ordres sont déplacés et distribués dans divers régiments. C'est la fameuse démission en bloc dont Boisdeffre avait menacé les jurés s'ils acquittaient Zola. Elle se liquide en sourdine.

Cependant, beaucoup s'effarent, se demandant, inquiets, où l'on va.

Que ces braves gens se rassurent ! Les places vacantes sont déjà comblées ; le char de l'Etat ne manque pas de cinquièmes roues qui ne demandent qu'à rouler. Que leur terreur de nous voir sans état-major se tempère ! Renouard a déjà chaussé les bottes abandonnées par Boisdeffre ; demain Zurlinden, Saussier ou X... pontifiera à la place de Cavaignac et préparera les boucheries promises par Pellieux. Il n'y aura rien de changé ; d'autres personnalités poursuivront l'œuvre de mort que celles d'hier avaient héritée de leurs prédécesseurs, et les mêmes intrigues se noueront dans le secret de ces polichinelles, au prix même de faux, si c'est nécessaire, pour la sauvegarde de leur prestige et de l'honneur de l'armée. Et nous continuerons d'être les dindons de cette farce coûteuse.

Toutefois, l'agitation qui s'est faite autour de l'affaire Dreyfus aura eu un résultat. Que certains estiment n'avoir plus rien à désirer, une fois la revision du procès obtenue, c'est affaire à eux et à leur étroite compréhension des choses. Mais de tout cet assaut, résulte au flanc de l'idole militaire une blessure désormais incurable. C'est ce qu'avaient d'ailleurs prévu les admirateurs du militarisme et ce qui expliquait leur acharnement à étouffer toute manifestation de la vérité.

Exploitant les sentiments d'humiliation et les désirs de revanche qu'avait éveillés la défaite de 1870 dans les cœurs patriotes, les traîneurs de sabre s'étaient fait insensiblement une réputation d'honneur et d'infaillibilité défiant toute discussion. La bêtise publique les avait entourés d'une auréole sacro-sainte sur laquelle il était interdit de porter la main. Tout à coup les fidèles prosternés s'aperçoivent que la confiance aveugle dont ils les avaient honorés n'a servi qu'à couvrir les plus criminelles intrigues ; ils constatent amèrement que ces beaux et brillants officiers, qu'ils pensaient d'une essence supérieure, ne valent ni plus ni moins — plutôt moins — que le commun des mortels dont ils ont les imperfections et les vices. C'est cette désillusion qui est salutaire, car elle est le commencement de la sagesse. C'est pour la hâter, pour la rendre plus cruelle et plus efficace que nous sommes entrés dans la mêlée. Nous avons voulu montrer en passant combien étaient immérités et absurdes cette confiance et ce respect. L'affaire Dreyfus n'est qu'un épisode important de notre lutte contre le militarisme. Il nous reste maintenant à continuer de saper le principe lui-même, et, en nous appuyant sur cette expérience retentissante ainsi que sur celles que nous offrent les événements quotidiens, à proclamer sans cesse que, loin d'attirer le respect, l'armée ne mérite que tout notre mépris, car elle représente à notre époque, qui se pique de civilisation, une survivance de la barbarie primitive.

***

LA GRANDE FAMILLE. — Le nommé Charles Cloedt, fusilier disciplinaire, comparaissait ces jours-ci pour outrages et menaces envers ses supérieurs, devant le conseil de guerre de Bordeaux.

Au moment où le président lui demanda s'il n'avait rien à ajouter pour sa défense, Cloedt arracha un bouton de sa veste et le jeta vers lui.

Le conseil délibéra séance tenante sur le cas et, à l'unanimité, condamna Cloedt à la peine de mort.

***

Le lieutenant de vaisseau B..., de la direction des mouvements du port, a quitté Toulon depuis trois jours, après avoir touché une somme de 16.000 fr. destinée au payement des appointements mensuels des hommes de sa compagnie.

***

LE DÉSARMEMENT. — Naturellement, des patriotes objectent au désarmement la question de l'Alsace-Lorraine. Si chaque pays réclame les portions de territoire qu'il a perdues, il va nous falloir rechercher quelles étaient les limites des nations aux temps préhistoriques.

Il y a peu d'espoir que la proposition de désarmement aboutisse. Cependant, si par hasard elle était susceptible de donner un résultat, vous verrez que les difficultés viendront de notre sot et orgueilleux pays qui s'imagine encore avoir le monopole des sentiments généreux et être à la tête de la civilisation.

***

COGNAC. — Nos amis de Cognac et de la région nous font part de la perte d'un des leurs, le camarade Princeau, âgé de quarante-cinq ans.

Princeau avait contracté le mal qui l'emporte il y a trois ans, dans une période d'instruction militaire.

Facteur des postes depuis dix-sept ans, il manquait quelques mois à notre camarade pour avoir droit à sa maigre retraite. Sa femme et ses enfants restent donc dans la misère. C'est là le procédé ordinaire de notre société envers ceux qui la servent avec le plus de dévouement. Les personnes présentes au cimetière ont fait spontanément de leur mieux pour venir en aide à cette détresse.

Les petits s'entr'aident, heureusement, pour résister aux gros qui les mangent.

Le camarade Princeau était un bon camarade dans toute l'acception du mot. Par la droiture de sa vie, il inspirait le respect à tous ceux qui l'approchaient, anarchistes ou autres. Sans bruit et dans ses modestes moyens, il n'hésita jamais à donner de sa personne et de sa bourse.

Nous nous associons aux regrets unanimes de nos amis de Cognac.

Nous qui restons, soyons énergiques, et pour un qui s'en va cent autres viendront.

ANDRÉ GIRARD.

Algérie.

Ce pays serait favorable à un courant révolutionnaire, grâce au caractère indépendant de la population indigène.

Malheureusement ce courant est entravé par la propagande antisémite qui enlève tout caractère socialiste et libertaire aux mouvements de révolte qui se produisent dans le peuple.

Nous avons pu constater ici l'enthousiasme de la foule pendant l'élection de Drumont et consorts et le délire des espérances suscitées par leur réussite.

Tout cela parce qu'au lieu de dire la vérité aux Arabes, on leur fait croire que la cause de toute misère et de toute crise gît dans les manœuvres de bourse et dans l'exploitation industrielle de la juiverie, que l'usure et la disette sont le fait exclusif des israélites.

Il y aurait donc ici une besogne urgente de propagande anarchiste, car seule cette propagande pourrait triompher du pseudo-socialisme des antisémites.

EVENING.

Espagne.

Suivant les chiffres officiels, sur les 200.000 hommes expédiés à Cuba plus de 100.000 ont péri durant la campagne.

Ceux qui purent échapper au vomito negro, à la dysenterie, à la famine et aux balles ennemies sont rapatriés dans de telles conditions que la plupart meurent en cours de route ou en mettant le pied à terre. Le vapeur *Alicante*, qui touchait la Corogne ces jours derniers avec un convoi de rapatriés, annonçait officiellement 60 décès. Ce chiffre est certainement bien au-dessous de la vérité, car, au moment du débarquement, 40 nouveaux décès se produisirent et, depuis, la mortalité n'a fait qu'augmenter. Des bataillons entiers ont été décimés ; on cite entre autres celui d'Alcantara, qui comptait 1.200 hommes ; sept seulement sont revenus.

Les médecins affirment que ces premiers convois sont les moins éprouvés et que ceux qui suivront arriveront dans des conditions bien autrement désastreuses.

Le gouvernement, toujours prévoyant, a créé des lazarets pour recevoir ces agonisants. Inutile de dire que cela fonctionne à merveille. Ainsi, par exemple, on dépensa 3.000 douros pour le transport à la Corogne d'un croiseur auxiliaire qui devait servir de bateau-hôpital. Mais cet effort avait épuisé la bonne volonté gouvernementale, et lorsqu'il fallut aménager le navire, le gouvernement ne donna plus signe de vie. Lors de l'arrivée de l'*Alicante*, aucun des rapatriés ne put se rendre à bord du navire-

hôpital. Pressé de réclamations, le gouvernement au dernier moment se décida à décréter 7.000 pesetas. Notez qu'il décréta, mais il oublia de verser la somme, et c'est grâce à l'initiative privée que le croiseur put être aménagé tant bien que mal. Le lazaret d'Oza ne put recevoir que 400 malades dans la partie convenable, et un supplément de 80 dans la partie malsaine. Aussi les rapatriés pour la plupart sont-ils obligés de rester à bord des transports qui les ont amenés. Là, on les laisse mourir tranquillement.

*
* *

Le sort des officiers supérieurs, il est consolant de le remarquer, est tout différent, paraît-il. Prisonniers des Yankees, ces héros sont traités avec tout le respect dû au courage malheureux, et la presse nous apporte le récit des banquets où les ennemis irréconciliables d'hier toastent aujourd'hui et se congratulent sur leur héroïsme réciproque.

On nous apprend aussi qu'à défaut de lauriers, le général Pando rapporte dans ses malles une douzaine de millions dont on ignore la provenance. Lors du retour de Weyler, on s'étonnait déjà du nombre énorme de malles qui l'escortaient. Cependant on n'ignore pas que pour enrayer les progrès de l'insurrection, les autorités espagnoles ordonnèrent la concentration dans les villes des paysans cubains. Ces derniers durent abandonner leurs biens et, poussés comme des bêtes, parqués, gardés à vue et mourant de faim, ils connurent toutes les beautés du régime du sabre. Est-il étrange que la ruine des reconcentrados ait eu pour conséquence l'enrichissement des autorités espagnoles ?

Mais il est des gens qui n'entendent rien aux choses de la guerre.

J. M.

Italie.

Ustica, 28 août. — A la suite d'une circulaire ministérielle recommandant une surveillance rigoureuse de subversifs, une dizaine de policiers ont perquisitionné chez nous pendant la nuit du 25 au 26 août. Ils ont pénétré dans nos maisons à l'improviste, allumé de la lumière, fouillé et retourné nos papiers et nos effets.

Parmi des papiers sans importance on a saisi le manuscrit de la biographie d'Angiolillo.

A Bovino déjà plusieurs perquisitions avaient été faites à mon domicile uniquement dans le but de voler ce manuscrit. J'avais toujours réussi à le sauver.

Les policiers d'Ustica ont été plus heureux que ceux de Bovino.

Roberto d'Angió.

Les gouvernants qui, par leurs violences et leurs injustices, ne se font jamais faute de pousser à la révolte, ne veulent pas que le souvenir de cette révolte soit conservé. Ils ne veulent pas que la genèse des actes de révolte soit étudiée et fixée la personnalité de ceux qui les accomplirent comme un devoir. Ils trouvent plus simple d'en anéantir les traces que d'en supprimer les causes.

Suisse.

Genève. — Dans une réponse au *Salut public* de Lyon, le *Journal de Genève* déclare que la Suisse ne connaît pas la naturalisation forcée.

Le *Journal de Genève* a raison de qualifier de loi monstrueuse celle de la naturalisation française. Il a tort cependant de se targuer du libéralisme de la loi suisse qui permet aux étrangers d'exercer en ce pays des fonctions publiques. Si Genève eut toujours besoin des étrangers qui jamais n'eurent besoin d'elle, c'est que par haine de l'art, hostilité mesquine, envie d'impuissants, les Genevois s'efforcent de nuire à toute personne qui refuse d'entrer dans leurs coteries. Aux persécutés cités par le *Salut public* il est facile d'ajouter Rousseau, Carl Vogt, Marc Baud, Barthélemy Menu, Raoul Pictet, docteur Roussel, Gaspard Mermillod et d'autres.

Genève est donc bien forcée d'appeler à elle les Français, les Polonais, les Italiens, les Allemands et les Suisses d'autres cantons, réduits à chercher une situation à l'étranger.

Ceux, d'ailleurs, qui acceptent la naturalisation genevoise n'ont pas en vue de complaire à des gens plutôt désagréables, mais simplement d'esquiver le service militaire et de l'épargner à leurs enfants.

A notre point de vue, c'est parfait. Mais on nous permettra de rire d'un patriotisme alimenté par les désertions qu'il facilite et qui, au point de vue bourgeois, sont une honte. La voilà bien l'hypocrisie genevoise !

*
* *

Le serrurier Babel s'étant permis de protester contre son renvoi, le contremaître et son fils lui tombèrent dessus à coups de barre de fer. Heureusement le fils, aussi maladroit que lâche, frappa à côté, c'est-à-dire sur son père. Après s'être débarrassé de ses agresseurs, Babel sortit de l'atelier suivi par un de ces bourgeois mouchards qui pullulent à Genève et dont la presse fait le plus grand cas. Ce policier amateur dut faire un faux rapport à ses confrères, dressés à massacrer les ouvriers, car toute la presse bourgeoise fonça sur Babel.

Aujourd'hui, ces calomniateurs de l'ouvrier ont dû se rétracter après la visite très crâne de l'intéressé.

Bon exemple à suivre.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

Le groupe des E. S. R. I. a pensé qu'il serait utile de publier, à côté des brochures qui expriment exactement l'opinion de ses membres, d'autres ouvrages intéressants qui restent inconnus en France parce qu'ils ont été édités en langue étrangère ou ne se trouvent plus en librairie.

La première brochure qui vient de paraître a pour titre : *La Propagande socialiste, son rôle et ses formes*, par Pierre Lavroff. En vente aux *Temps Nouveaux*.

*
* *

Saint-Denis. — Salle Alexis, route d'Aubervilliers, samedi, à 8 h. 1/2 du soir, réunion publique et contradictoire.

Ordre du jour : Les crimes du militarisme ; Le désarmement et ses conséquences.

Orateurs : Prost, Perron, etc.

Entrée : 20 centimes.

*
* *

Amiens. — Les libertaires, ainsi que tous les hommes qui ont à cœur la question sociale, sont priés de se rendre tous les samedis, à 8 h. 1/2, et tous les dimanches, à 6 heures, au *Cent de piquet*. A chaque réunion, causerie par un camarade.

*
* *

Reims. — Samedi 10 septembre, soirée familiale au café Saint-Maurice, rue du Barbâtre.

*
* *

Marseille. — Dimanche 11 septembre, à 3 heures de l'après-midi, à Montredon, café du Fortin, grande conférence publique et contradictoire par les compagnons Jahn et Chaumel.

Sujets traités : L'affaire Dreyfus ; Le désarmement général.

Prière aux camarades de s'y rendre en plus grand nombre possible.

*
* *

Les camarades des Chartreux, désireux d'organiser une grande soirée familiale au profit de l'Ecole libertaire, invitent les camarades qui peuvent prêter leur concours à se rendre au bar de l'Epoque, rue Colbert (en face la poste), le 15 septembre, à 9 heures du soir, dans le but de composer le programme.

La causerie sera faite par le camarade Jean Marestan.

*
* *

Liège. — Les camarades abonnés sont avertis que le camarade Georges Thonar reprend la direction des abonnements à dater du présent numéro. Les comptes antérieurs doivent se régler au camarade Schlebach. Donc, à partir d'aujourd'hui, pour tout ce qui concerne les abonnements, payements, etc., s'adresser au camarade Georges Thonar, 1, rue Saint-Jean-Baptiste, à Liège.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

Celles qui passent, par Jean Ajalbert, 1 vol., 3 fr. 50, chez P. Ollendorff, 28, rue Richelieu.

La Propagande socialiste, son rôle et ses formes, par Pierre Lavroff, 1 broch. du groupe E. S. R. I., 0 fr. 10, aux *Temps Nouveaux*.

A lire :

Soupe à la sardine, Urbain Gohier, *Aurore*, 30 août.

Le Cahier du réserviste Rousselle, Revue Blanche, 1er septembre.

Représentation Nationale, Urbain Gohier, *Aurore*, 6 septembre.

AUX CAMARADES

Nous venons de faire réimprimer *La Morale anarchiste*, par P. Kropotkine, avec une couverture illustrée par *Rysselbergh*.

La brochure est en vente au bureau du journal 0 fr. 10, franco 0 fr. 15, le cent 7 fr. 50, port compris.

Notre image, *Chauvinard*, est en vente dans nos bureaux : 0 fr. 10 l'exempl. ; 0 fr. 15 par la poste, 7 fr. le cent.

Pour les collectionneurs, nous avons fait faire un tirage plus soigné que nous laissons à 0 fr. 50 ; par la poste, 0 fr. 60.

Nous avons fait déposer chez les libraires de Paris *La Morale anarchiste* de Kropotkine, *Les Anarchistes et les Syndicats* du groupe E. S. R. I. — Prière aux camarades de pousser à la vente.

Nous ferons réimprimer ensuite *A mon frère le Paysan*, par Elisée Reclus.

*
* *

Prière aux camarades de réclamer le journal dans toutes les librairies, nombre de libraires intimidés refusant de prendre nos journaux.

PETITE CORRESPONDANCE

Le camarade Paul Cisternas, actuellement en Suisse, est prié de faire connaître son adresse au *Pot-à-Colle*, les camarades de ce journal désirant avoir de ses nouvelles. — Administration du *Pot-à-Colle*, 9, cité Prost, Paris.

M. M. — Nous vous répondrons sous peu.

H., à Vienne. — En effet, il y a eu erreur de notre part, excusez-nous.

B, à Lyon. — Adressez-vous à la Bibliothèque des *Temps Nouveaux*, 51, rue des Eperonniers, à Bruxelles.

A., au Bouscat. — Envoyez-nous au moins le prix du port, nous sommes dans la dèche.

Reçu pour l'Ecole libertaire : Café de Paris, à Dison, 10 fr.

Pour la colonie Buteau : R. F., 5 fr.

Reçu pour le journal : V. C., 1 fr. — V. P. 5 fr. — Café de Paris, Dison, 5 fr. — Th., 0 fr. 50. — X., 3 fr. — A. B., à Alais, 2 fr. 85. — Un adversaire des erreurs religieuses, 0 fr. 50. — Causerie du 3 septembre, première souscription en faveur des *Temps Nouveaux* par les camarades du groupe de la Jeunesse Libertaire de Limoges, 2 fr. 50. — Merci à tous.

C., à Lille. — M., à Roubaix. — S., à Amiens. — P. A., à Angers. — B., à Brest. — P., à Marseille. — M., à Saint-Chamond. — D., à Montluçon. — P., à Bordeaux. — H., à Alais. — C., à Fourchambault. — L., à Jemeppes. — V., à Perpignan. — V., à Nîmes. — H., à Vienne. — Reçu timbres et mandats.

Le vendeur des journaux libertaires de Nîmes rappelle aux lecteurs des *Temps Nouveaux* qu'il se trouve à midi Bouillon Duval, derrière le grand et au Temple, et de 3 à 6 heures, *Débit Terminus*, à droite de la gare. Dépôt, 6, rue Cotelier.

*
* *

Les journaux anarchistes sont en vente à Bordeaux : 10, rue de la Chartreuse ; rue de Cheverus, n° 23 ; 103, route de Bayonne, chez Caumille ; rue Gratiolet ; kiosque habituel, cours des Fossés ou Victor Hugo, au coin droit de la rue Sainte-Catherine.

Le Gérant : Denéchère.

PARIS. — IMP CH. BLOT, 7, RUE BLEUE